



Nous avons essayé de préparer cette première séance de manière à laisser du temps au débat collectif sur l'actualité et notre activité, avant d'entrer dans nos discussions d'orientation. Le long et riche mandat qui s'achève aujourd'hui rend l'exercice un peu compliqué et nous comptons sur vos interventions pour combler les inévitables manques et oublier des rapports qui vont suivre... Il est donc impossible de commencer par une revue exhaustive de l'actualité internationale. Nous sommes témoins chaque jour des guerres qui se mènent au nom de l'impérialisme en Ukraine, au Soudan, en Palestine et dans de nombreux autres pays... Toutefois à notre congrès fédéral il est important de noter la remise en cause du droit à étudier des femmes et des filles. En Afghanistan où la politique liberticide du pouvoir taliban engendre un enfermement systématique des femmes et des filles à la maison. En Iran la révolte des jeunes au cri de « femme, vie, liberté » est réprimée dans le sang et se double d'attaques chimiques sur les lieux d'étude des filles qui engendrent la peur et visent là aussi à limiter au maximum l'accès des femmes à l'éducation et aux études. Notre investissement syndical dans des instances internationales spécifiques à nos champs doivent nous permettre de lutter partout, en solidarité pour l'accès de toutes et tous à la connaissance. Au-delà de ces seules instances, il y a régulièrement des demandes et propositions d'échange avec des travailleurs et travailleuses de nos champs et nous manquons souvent de temps et de militant·es pour y répondre... Le déplacement fédéral en Palestine appelle une suite et d'autres initiatives de ce type pourraient être organisées.

Cette solidarité n'est pas à sens unique et ces derniers mois des messages de travailleurs et travailleuses du monde entier nous sont parvenus en soutien à la lutte sur les retraites en France. Le capitalisme mondialisé

nous rend interdépendants et donc solidaires, l'unité de notre classe n'a pas de frontières et les mauvais coups du patronat non plus !

Cette lutte qui nous mobilise depuis plusieurs mois est évidemment au centre de notre actualité et de notre débat d'ouverture de congrès.

Le 6 juin prochain, nous appelons à la 14^{ème} journée de mobilisation interprofessionnelle et intersyndicale contre la loi Macron/Borne/Dussopt qui veut nous condamner toutes et tous à 2 ans ferme de plus au travail. Chacune de ces journées a rassemblé entre 1 et 3 millions de personnes, jeunes, retraité·es, salarié·es du public et du privé, précaires, intérimaires, autoentrepreneur·euses, chômeur·euses, nous avons mis notre temps, nos journées de salaire ou de repos au service de la lutte collective.

Dans les grandes villes mais aussi dans les villes moyennes ou plus petites, semaines après semaines des manifestations ont été organisées pour crier notre opposition et nos revendications. La CGT a partout été présente pour organiser la lutte avec les syndicats de nos champs nous avons milité dans nos UL et nos UD pour que nos appels nationaux se transforment en manif, en actions, en blocages, en diffusions de tracts. Ces moments de débats et de luttes collectives sont toujours forts syndicalement et humainement. Ils donnent du sens à notre investissement quotidien dans notre organisation et ses structures professionnelles et interprofessionnelles. Depuis le mois de septembre 2022 nous avons remis nos revendications sur les retraites au centre de nos débats et de nos tracts, elles étaient encore bien présentes après les mois de lutte de 2019-2020 contre la réforme de la retraite à points... Au cours des pseudos concertations gouvernementales nous avons eu l'occasion de les rappeler et de les défendre, pas pour convaincre les ministres évidemment mais pour les

mettre dans la tête de toutes et tous.

Dès l'été 2022, des discussions intersyndicales ont eu lieu, elles ont permis de mettre en avant des points d'accord entre les OS sur le refus du recul de l'âge de départ en retraite et de l'augmentation du nombre de trimestres à cotiser. Sur ces points nous avons construit une intersyndicale complète qui a tenu jusqu'à ce jour. Il est intéressant de mesurer ensemble la force de cet accord et sa capacité à mobiliser des millions de personnes. Plus de 90% des actif·ves de ce pays se déclaraient opposés à la réforme en février 2023, plus de la moitié des citoyen·nes de ce pays (entre 50 et 63%, selon les sondages) ont soutenu la lutte. Des intersyndicales locales et professionnelles ont permis d'appeler à des centaines d'actions et de grèves et d'organiser la lutte avec des taux de grévistes forts dans le public et dans de nombreuses boîtes du privé, permettant d'atteindre des taux de grévistes de 30, 40, 50, 60% dans des services et dans de entreprises, parfois très petites.

La CGT n'était donc pas seule dans cette lutte, mais comme souvent elle était centrale par la présence de ses militantes et militants partout dans les localités, sur les lieux de travail, dans les médias. Je profite d'ailleurs de cette introduction pour saluer la présence de notre camarade Catherine Perret dont tout le monde connaît l'investissement sur ce dossier des retraites à l'éduc, à la FERC et à la confédération.

Si la lutte se poursuit aujourd'hui encore, avec la mobilisation du 6 juin et de nombreuses actions, dont les interpellations systématiques des ministres en déplacement, nous allons dans nos débats analyser les difficultés que nous avons rencontrées pour bloquer le vote de cette loi. Effectivement, le gouvernement a décidé de passer en force en utilisant tous les moyens à sa disposition pour raccourcir les débats et éviter les votes



mais aussi pour tenter de discréditer le mouvement de lutte.

Nous avons pu mesurer les limites de nos institutions et la force du gouvernement allié au patronat pour imposer ses choix économiques et idéologiques, à défaut de convaincre, ils ont pu imposer leur réforme et nos moyens de pression sont aujourd'hui malheureusement limités. Si l'opposition au recul de l'âge de départ en retraite reste très majoritaire, nous peinons à convaincre les travailleurs et travailleuses que nous pouvons gagner et cela pèse sur les mobilisations. Dès le mois de janvier

la CGT a affirmé que pour gagner il fallait appeler à la grève et ensuite la construire partout avec les salarié.es, elle l'a rappelé dans tous ses appels. Dans nos champs, la fédération et ses organisations ont diffusé des appels très clairs, les militant.es ont organisé des AG, des heures d'infos syndicales, des réunions. Le 7 mars, c'est même l'intersyndicale nationale qui a appelé au blocage du pays par une journée de grève générale que nous avons appelé à poursuivre le 8 et le 9. Nous n'allons pas refaire ici les débats du congrès confédéral mais si nous voulons être en capacité de

dépasser les difficultés rencontrées pour construire la grève, nous devons le faire sur la base d'une analyse objective de la situation dans nos professions et nos territoires.

Nous avons à discuter de ce qui ne nous a pas permis de construire la grève générale capable de peser assez sur l'économie de notre pays pour bloquer la réforme. Je ne suis pas convaincue, pour ma part, que le seul problème réside dans nos appels CGT ou intersyndicaux ou de telle OS

Si le gouvernement Macron/Borne sort affaibli de ces mois de lutte,

il n'est pas à terre et les attaques se poursuivent. S'il a dû renoncer à la généralisation immédiate du SNU, il en poursuit la promotion par ses représentant.es sur fond de Marseille, de salut au drapeau et retour à l'ordre et à la discipline. A Nantes, Versailles, Paris et ailleurs la caravane du SNU a été accueillie sous les huées et les casseroles, cette mobilisation est importante pour les jeunes mais aussi pour les travailleurs et travailleuses de nos champs. Sur cette question, comme sur beaucoup d'autres, notre présence et nos argumentaires participent à la lutte contre l'extrême droite et ses idées. Il est de notre responsabilité d'utiliser tous les moyens à notre portée pour les démasquer, déconstruire leurs discours et rappeler le danger que ses idées et celles et ceux qui les diffusent, représentent pour le monde du travail et pour la démocratie. Cette menace est présente partout dans le monde à travers le nationalisme, la xénophobie, les attaques contre les droits des femmes, la répression ou les agressions des lesbiennes, des homosexuels, des transsexuel.les, bisexuel.les, queer, etc... La FERC, avec la CGT appelle chaque année à participer aux marches des fiertés. En France, comme ailleurs, nous avons à faire front chaque jour sans attendre les prochaines élections. Les manifestations récentes de groupuscules fascistes comme l'action française, ou la violence subie par les étudiant.es d'Assas mobilisés contre la réforme des retraites par un groupe nommé les « Waffen Assas », nous montrent que c'est au quotidien sur nos lieux de vie et de travail que nous avons à faire front toutes et tous ensemble. Notre lutte positive pour nos valeurs de solidarité de classe, de sororité et de fraternité est indispensable pour faire front ensemble contre l'extrême droite.

Cette lutte est portée aussi dans notre investissement pour les droits des migrant.es à vivre, étudier et travailler dignement dans notre

pays, malgré quelques hésitations il semble que le gouvernement et le ministre Darmanin restent déterminé à imposer de mesures régressives et liberticides sur ce sujet.

Sur ces luttes comme sur celle des retraites, il y a un enjeu à ouvrir notre organisation mieux et plus aux jeunes militant.es. Depuis plusieurs années notre fédération s'est engagée dans ce débat sur la syndicalisation des jeunes étudiant.es-salarié.es sans attendre qu'ils ou elles puissent se syndiquer sur un lieu de travail. De nos champs professionnels nous sommes effectivement aux premières loges pour constater l'extrême précarité d'une partie des jeunes. La crise sanitaire a renforcé l'ensemble des difficultés sociales, scolaires et psychologiques de nombreux jeunes et la seule réponse du gouvernement c'est l'expulsion des étudiant.es des logements universitaires pour la période des JO ! Cette annonce est emblématique du mépris et du refus de prendre les besoins des jeunes et les revendications des personnels qui les accompagnent au CROUS, dans les services sociaux, les universités et les lieux de formation. Les JO véhiculent aussi une vision du sport toute entière tournée vers des Jeux ultra médiatisés et extrêmement coûteux, en lieu et place d'une politique de développement et d'accès élargi à la pratique sportive. La préparation de notre congrès ne nous a pas permis de communiquer sur ce sujet mais ce débat et notre déclaration peuvent être l'occasion de le faire.

La réponse du gouvernement c'est aussi une réforme de la voix professionnelle entièrement au service du patronat et de son entreprise de casse de nos qualifications.

La formation à un métier est systématiquement renvoyée à l'employabilité immédiate d'une main d'oeuvre exploitable rapidement et sans droits. Le 30 mai la CGT Educ'action appelle à une journée de grève dans les lycées profession-

nels contre la réforme annoncée par E. Macron. Dans les lycées pro et agricoles comme dans les CFA, à l'AFPA et dans tous les centres de formation les réformes successives mettent en difficulté et en souffrance les alternant.es, les élèves et les apprenti.es mais aussi les personnels en butte aux injonctions de rentabilité. La dévalorisation très forte des diplômes et des qualifications mise en oeuvre depuis de nombreuses années pèse sur l'ensemble du monde du travail. Notre fédération, avec d'autres, doit continuer à porter le débat sur ces questions dans toute la CGT, sur la base de revendications débattues et construites avec les salarié.es de ces champs. Ces réformes, comme celle des retraites, arrivent dans un contexte de crise très forte sur les salaires. L'énorme inflation de cette année (plus de 50% sur certains produits alimentaires de base comme le sucre, le riz, etc...ou sur l'énergie) vient amplifier les effets du gel ou de la trop faible augmentation des salaires. Alors que la population active est de plus en plus formée la part des salaires dans la valeur ajoutée, c'est-à-dire dans les richesses produites dans notre travail n'a fait que reculer. En 2022, 1 560 milliards de dollars sont tombés dans les poches des actionnaires du monde entier, soit une hausse de 8,4% par rapport à 2021, année du précédent record ! Pour le dire autrement de l'argent il y en a mais jamais pour celles et ceux qui travaillent, ont travaillé ou voudraient travailler ! Si dans le secteur de la production des luttes ont pu permettre des augmentations de salaire compensant plus ou moins l'inflation, c'est très rarement le cas dans les services et dans les toutes petites entreprises de nos secteurs. Dans le public le dégel du point d'indice est inférieur à l'inflation et n'a quasiment aucun effet vu l'accumulation de perte de pouvoir d'achat. Les plus bas salaires courent péniblement après le SMIC et nos grilles de salaire s'écrasent par la suppression des plus bas échelons.

Pour toutes et tous il est de plus en plus dur de vivre de son salaire, de sa pension, de sa bourse ou de ses allocations. Aller chercher des augmentations de salaire (et pas des primes ou de l'intéressement) est une urgence mais nous avons à discuter avec nos organisations puis avec les salarié-es de la manière dont nous devons construire et développer ces luttes.

Pendant la crise économique et pendant nos luttes sociales la crise climatique et les risques objectifs qu'elle fait peser sur nos activités et sur nos vies ne s'arrête pas. L'été 2022 a été marqué par des incendies très nombreux et dramatiques, dans le Sud-Est, dans les Landes et jusqu'en Bretagne. La sécheresse et les canicules s'amplifient d'année en année. A peine sortis de l'hiver, nous sommes déjà face à une sécheresse historique. Dans certains territoires le manque d'eau commence à peser lourdement sur les activités et des premières mesures de restriction d'eau ont déjà été annoncées.

Si nos activités dans notre champs fédéraux ne sont pas les plus impactées par ces changements climatiques, elles le sont quand même d'une manière ou d'une autre dans nos activités comme dans notre mode de vie. Les choix à faire maintenant dans les secteurs de la Recherche, de la formation alimentent la réflexion et le questionnement des salarié-es. De nombreux militant-es de la FERC participent aux luttes comme celle contre les mégabassines et la privatisation de l'eau ou d'autres dans leurs départements.

Face à cette urgence le gouvernement masque son inaction derrière une répression qui tend à traiter toutes et tous les militant-es comme des terroristes. La répression est la réponse assez systématique aux mobilisations, les militant-es de la CGT paient un lourd tribut à cette volonté de bâillonner la contestation en attaquant les représentant-es syndicaux,

en criminalisant leurs actions mais aussi en fermant les bourses du travail, en limitant nos droits avec les lois travail et la loi de transformation de la FP. Le ministre Darmanin envoie le signal que tout est permis dans les actes comme dans les propos, les enregistrements de la Brave M diffusés après la répression des manifs spontanées contre le 49.3 sont terribles et inacceptables.

Régressions sociales, répression, atteintes à la démocratie, marquent les débuts de ce 2^{ème} quinquennat d'Emmanuel Macron. Cela suscite de la colère et du rejet mais aussi du désespoir. Nous devons être aux côtés de celles et ceux qui veulent se battre, mais sans oublier de nous adresser largement à l'ensemble du monde du travail pour construire des revendications et proposer des améliorations immédiates et à long terme de la vie de chacun et chacune.

Nous devons aussi être attentif-ves à nos modes de fonctionnement démocratique. Notre 53^{ème} congrès confédéral n'a pas été pour les délégué-es, les militant-es, un moment fraternel et sororal. Les pressions exercées sur les délégué-es dans les débats et les votes, l'envahissement de la tribune, la pression physique pour faire entrer des militant-es non mandatés et pour finir le coup de tête donné à un dirigeant d'UD par un membre de la CE confédérale sont à l'opposé de nos discours et de nos textes. Si ces événements sont en grande partie restés circonscrits à notre salle de congrès, ils abîment notre organisation et ses militant-es. Nous sommes des syndicalistes et nous savons que ce que nous disons à nos collègues, ce que nous revendiquons et défendons devant nos employeur-euses ou chef-fes de service, nous devons l'appliquer chaque jour dans notre manière de militer, nous convainquons autour de nous sur nos lieux de travail par nos actions et nos textes mais aussi et peut être surtout, par notre façon d'être et notre intransi-

gence sur nos valeurs de respect, de solidarité. Nous ne sommes pas des donneur-euses de leçons mais des travailleur-euses qui faisons vivre les collectifs sur nos lieux de travail.

Je finirai par un message à une militante de la CGT Educ'action qui a dénoncé les très graves violences sexuelles qu'elle a subi dans le cadre de ses activités syndicales à la CGT. Nous sommes engagés résolument ensemble, et avec une partie de la société, dans la lutte contre les violences sexistes et sexuelles que nous voulons éradiquer de nos vies, de nos lieux de travail et de nos syndicats. Alors aujourd'hui, et en notre nom à toutes et tous, je veux la remercier pour son courage qui nous a permis de retirer ses mandats et ses moyens militants à l'homme incriminé mais aussi de progresser dans nos pratiques, d'être plus forts, plus efficaces et plus crédibles dans notre combat féministe. Je veux lui dire, nous t'entendons camarade et nous te croyons !

Je laisse maintenant la parole à Charlotte pour la présentation de notre rapport d'activité.

Marie Buisson





Marie a commencé son rapport d'actualité avec la mobilisation actuelle contre la réforme des retraites qui marque les derniers mois du mandat fédéral. A mon tour de vous présenter le rapport d'activité d'un mandat qui avait aussi commencé avec une lutte contre la réforme des retraites, celle-ci à point. Ce cycle destructeur de contre-réformes de notre système de retraites par répartition nous démontre à quel point nous avons raison de qualifier cette lutte de « mère des batailles ». Ce qualificatif ne vaut pas seulement pour notre camp mais aussi pour celui d'en face. Je ne reviendrai pas sur le détail de la mobilisation du mouvement de 2019 que vous trouverez dans le rapport d'activité. Et surtout que vous avez tous et toutes vécu au plus près, la CGT étant à la pointe de cette lutte. C'est un mouvement qui a eu la particularité de finir de façon originale : c'est une pandémie qui nous a permis de stopper net le projet du gouvernement.

L'OMS vient de décréter que le covid 19 n'est plus une urgence sanitaire mondiale mais il n'en reste pas moins que ce virus a fortement impacté le début du mandat et les nombreux mois qui ont suivi. Je ne veux pas m'étendre plus que nécessaire sur ce sujet mais je pense que nous ne mesurons toujours pas la violence que nous avons vécue tant au niveau individuel que collectif, dans nos vies privées et au travail. Nous avons pris la peine de détailler ces éléments dans le rapport d'activité, j'insisterai seulement sur la capacité collective que nous avons eu à garder le contact avec nos collègues de travail, avec les salarié.es de nos champs, même dans les périodes de confinement. Nous avons aussi réussi à garder le contact entre nous et à maintenir nos instances démocratiques. Il nous a fallu pour cela nous mettre aux outils de visio et passer en mode syndicalisme dégradé et à distance. L'ensemble de nos organisations ont vu leur calendrier démocratique

impacté, y compris la FERC qui termine aujourd'hui un mandat de 4 ans au lieu de 3.

Cette période a été marquée par la montée des idées d'extrême droite en particulier autour de la vaccination et de la pandémie qui ont permis au complotisme de tout ordre de se répandre sur les réseaux sociaux. Face à ce danger nous nous sommes appuyés sur nos camarades de la recherche pour essayer d'aider le camp de la rationalité et de la science. La campagne des élections présidentielles de 2022 a également été monopolisée par l'extrême droite, il nous a fallu expliquer que Marine Le Pen n'était pas plus acceptable qu'Eric Zemmour, il a fallu rappeler que pour notre camp social l'extrême droite est la pire des choses, ce que nous avons affirmé avec notre confédération : aucune voix ne devait aller à l'extrême droite.

La période a été marquée par une situation internationale de guerres et de tensions. Marie a déjà fait un point sur la situation internationale actuelle. Je reviendrais sur un des conflits qui a le plus marqué notre activité : l'invasion Russe en Ukraine. Même si cette guerre est plus proche géographiquement, elle n'efface pas d'autres conflits, en particulier en Afrique.

Le débat autour de l'accueil des réfugié.es ukrainien.nes est venu impacter un débat nauséabond sur l'accueil global des personnes forcées au déplacement. C'est devenu un enjeu majeur accaparé par l'extrême droite et relayé par le ministre de l'Intérieur (qui d'ailleurs depuis la rédaction de notre rapport d'activité a commis une loi indigne portant son nom face à laquelle la CGT se mobilise). Ce n'est pas une crise migratoire aujourd'hui mais bien une crise de la solidarité et de l'accueil.

Marie a également parlé de la question des salaires et de l'inflation.

S'y associe la crise énergétique qui a marqué ces derniers mois où les menaces de coupures d'alimentation électrique, voire de gaz, tentaient de masquer une réalité : la précarité énergétique d'une partie croissante de la population qui ne peut déjà pas se chauffer correctement en hiver. La question de la faiblesse des salaires dans nos champs devient cruciale, d'ailleurs en lien avec la question des retraites, ce n'est pas à vous camarades que j'expliquerais le lien fort entre hausse des salaires et financement pérenne du système de retraites par répartition.

Notre mandat a été marqué par des luttes majeures dans les champs de la fédération. Comment oublier le ministre Blanquer et sa succession de réformes ayant pour but le tri social et la casse d'une école émancipatrice ? La réforme des lycées a été un coup très dur qui a fortement mobilisé les camarades de l'éducation. La question du service national universel a commencé à se faire jour, nous avons dès le départ dénoncé cette imposture faisant la promotion d'une culture militaire à l'inverse total du projet d'éducation populaire et d'émancipation que nous portons. Force est de constater que ce sujet tient à coeur à Macron qui pense apaiser le pays en avançant un renforcement voire un caractère obligatoire du dispositif. Au moment de l'odieux assassinat de notre collègue Samuel Paty nous avons affirmé notre profond attachement au principe de laïcité qui régit notre pays et notamment le monde de l'éducation.

L'enseignement supérieur et la recherche n'a pas été épargné et a aussi subi une ministre : Vidal qui a fait la promotion de PARCOURSUP envers la réalité des faits et une opposition des élèves/étudiant.es, leurs familles et les personnels. Elle a aussi imposé la loi de programmation pluri annuelle de la recherche devenu aujourd'hui LPR. La FERC a été aux côtés de ses organisations fédérées

afin de dénoncer la précarisation accrue dans le secteur de l'ESR avec la mise en place de CDI de projets, dont dépendent les budgets et les postes ; et la création des « chaires de professeur junior ». Nous avons soutenu l'ensemble des luttes menées dans les instances, dans la rue avec l'organisation de mobilisations pendant le confinement, et au niveau juridique. Comment ne pas dénoncer que le gouvernement ne fasse pas le lien entre la crise COVID et la nécessité d'une recharge publique renforcée disposant de budget pérenne ? L'explosion des formations privées validées au CNESER, leur présence sur PARCOURSUP marque une arrivée massive du privé dans l'enseignement supérieur.

La formation professionnelle dans son ensemble, initiale et continue, a subi des attaques successives avec la mise en place de la première réforme du LP, de la loi pour « choisir son avenir professionnel », de France compétences, de l'allongement de l'âge de l'apprentissage jusqu'à 30 ans et plus globalement d'une mise en concurrence accrue de l'ensemble des personnels de la formation, exerçant dans les différents OF, les CFA, l'AFPA, le CNAM, les GRETA, les LP. La FERC est bien l'outil qui peut répondre à cette attaque coordonnée contre la formation pro avec sa revendication d'un Service public de la Formation continue, de l'orientation et de la certification.

Le constat est donc celui d'un mandat qui a fait face aux crises mais nous n'avons pas fait que tenir nous sommes aussi déployés et renforcés ! Nous sommes aujourd'hui la 8^e Fédération de la CGT, et même la 7^e en actives, nous avons connu une progression de 4 % de FNI entre 2019 et 2021, nous sommes donc une organisation qui se renforce. Nous nous renforçons dans le secteur de l'Education, mais nous nous déployons aussi dans le secteur privé conformément à la décision

du dernier mandat, le déploiement se concentre particulièrement dans deux secteurs : le sport et l'éducation populaire. Nous avons fait un effort en termes de moyens donnés à ces deux secteurs et commençons aujourd'hui à en voir les effets avec un travail important dans plusieurs groupes du secteur du sport (escalade et DSP piscine). Au niveau de l'éducation populaire nous voyons déjà les effets de l'activité de nos camarades avec la création de plusieurs syndicats départementaux.

La FERC a continué d'affirmer son identité féministe et le collectif femmes mixité a produit beaucoup dans le dernier mandat, permettant à la CEF et à l'ensemble des OF de s'approprier les enjeux du combat pour l'égalité professionnelle. Je vous invite d'ailleurs à prendre le temps de consulter le livret que vous avez dans vos pochettes. Son activité va nous permettre pendant ce congrès de modifier nos statuts afin de pouvoir permettre l'activité de notre cellule de veille, car l'égalité doit aussi se construire dans le syndicat et le combat pour l'égalité entre les femmes et les hommes c'est aussi le combat contre les VSS arme ultime du patriarcat.

J'en profite pour dire à quel point je partage les mots de Marie au sujet de notre camarade dont le courage nous donne de la force et nous engage fortement.

Lors des élections professionnelles de 2022 la FERC CGT a progressé

et nous avons pu renforcer notre représentativité. Nous avons rencontré de grandes difficultés encore une fois pour permettre l'accès d'une majorité de personnels au vote électronique. Nous nous attelons déjà à ce que les prochaines élections professionnelles dans 4 ans ne soient pas la catastrophe que nous avons vécue en particulier dans l'ESR. Je veux souligner ici le travail abattu par l'ensemble des camarades.

Je terminerai mon rapport en rappelant l'attachement de la FERC à l'unité syndicale. Notre dernier congrès avait donné un mandat clair au travail et au renforcement des liens unitaires. Ce travail a été énormément porté au niveau confédéral et a permis de faire avancer les choses en particulier avec la FSU et Solidaires, Marie a été partie prenante de ce travail. Au niveau fédéral, nous n'avons pas pu mener le travail jusqu'au bout vu les difficultés du mandat, mais nous avons tenu à traiter cette question sérieusement et nous aurons l'occasion de pouvoir débattre de ce sujet jeudi lors d'une table ronde. Le mouvement actuel, unitaire depuis le mois de janvier ! la force d'un mai 68 mais qui dure depuis 6 mois. Nous démontre que l'unité de notre camp social est indispensable dans la construction du rapport de force. En s'unissant les OS ont repris la place qui est la leur : une opposition de masse à la casse de notre modèle social !

Charlotte Vanbesien,

